

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient sur la base du droit de l'État d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un État du peuple palestinien.

ISSN : 0757-2395

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.

Le N° 5,50 €

PNM n° 301 – Décembre 2012 – 31^e année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide



71^e ANNIVERSAIRE DES FUSILLADES DU 15 DÉCEMBRE 1941 (à lire en page 2)

Cycle ÊTRE JUIF AU XXI^e SIÈCLE

Comment peut-on être un juif laïque *B.Ebenstein* 4

MONDE - ÉCONOMIE

Géostratégie des États-Unis *M.Muller* 3
Sommes-nous sur la bonne voie ? *J.Lewkowicz* 5

HISTOIRE / MÉMOIRE

Un répit pour les rouges II. 1942-1947 *L.Laufner* 6
Le juge Falco à Nuremberg *M.Delranc-Gaudric* 5
Roumanie... Judéocide des années 1941-1944 *F.Mathieu* 8

BRÈVES

La bombe H (page 3) - Antisémitisme (page 4)...

BILLETS d'HUMEUR

L'insulte - Aurore, l'Europe et la souveraineté française *J.Franck* 2
Du bon usage du paravent *H.Levart* 3

LITTÉRATURE

Les traces d'Égypte *S.Braibant* 6
Patrick Modiano dans l'ombre de Franz Kafka *G-G.Lemaire* 6

CULTURE

Modigliani - Soutine *J-P.Jouffroy* 7
Cinéma Rengaine - Renoir *LL* 7

28 NOVEMBRE 2012

POIGNÉE DE MAIN

HISTORIQUE

ENTRE LE

SECRÉTAIRE

GÉNÉRAL DE

L'ONU,

BAN KI MOON

ET

MAHMOUD

ABBAS,

PRÉSIDENT

DE

L'ÉTAT

DE

PALESTINE



© APUN

ISABELLE AVRAN

ÉTAT PALESTINIEN, ÉTAPE HISTORIQUE

Éditorial

De la place Yasser Arafat à Ramallah aux ruelles de ruines de la bande de Gaza, la foule palestinienne a savouré dans la liesse et l'unité, **jeudi 29 novembre**, l'accession de la Palestine au rang d'« **État non-membre** » des Nations unies.

Par 138 voix pour, neuf voix contre et quarante et une abstentions, l'Assemblée générale

des Nations Unies a massivement soutenu la démarche palestinienne, en dépit des pressions américaines et des bombardements israéliens, une semaine plus tôt, contre la population du petit territoire de Gaza assiégé.

La démarche procède d'un constat : la négociation devait conduire, en cinq ans au plus*, à la coexistence entre deux États indépendants, Israël et Palestine, sur la base du droit international dont il s'agissait de négocier les modalités d'application. Mais, les dirigeants israéliens l'ont répété de la tribune de l'ONU à celle du



congrès américain : ni État palestinien dans les frontières de 1967, ni partage de Jérusalem pourtant destinée à devenir capitale des deux États, ni reconnaissance des droits des réfugiés, mais annexion des « **grands blocs de colonies** ».

En intensifiant les faits accomplis, unilatéraux, de la colonisation, illégale. Et de la dépossession. Dans un tel contexte, reprendre des négociations directes ne revenait qu'à soumettre l'édification de l'État palestinien au bon vouloir de la puissance occupante, qui en prohibe l'avènement...

La France, à l'ONU, a finalement voté pour... Une victoire du bon sens comme de la mobilisation citoyenne, laquelle revendique dans le même mouvement la fin de l'impunité israélienne, obstacle à la paix.

Succès historique, donc, en ce jour anniversaire du plan de partage de la Palestine.

D'autant que le texte adopté stipule une admission de l'État de Palestine, encore « non-membre », « *sans préjudice des droits acquis, privilèges et rôle de l'OLP à l'ONU en tant que représentante du peuple palestinien* », et lui permet de poursuivre Israël devant la Cour Pénale Internationale.

Pour autant, ce succès ne demeure encore qu'une étape, tant que le peuple palestinien ne jouit pas pleinement de son droit à l'autodétermination, et que persistent l'occupation et l'exil forcé.

Le 30 novembre, Tel-Aviv a de nouveau autorisé, par dépit et défi, la construction de trois mille nouveaux logements dans les colonies.

Dans l'intérêt des deux peuples, palestinien et israélien, de la paix, la mobilisation est donc appelée à s'intensifier pour que le droit l'emporte pleinement sur la loi du plus fort. ■

30 novembre 2012

* NDLR Date théorique : septembre 1998 (après les accords d'Oslo) devenue en pratique **mai 1999** (après la première mise en application des accords d'Oslo, qui n'a débuté qu'après l'assassinat par un colon de plusieurs fidèles à la mosquée d'Hebron en 1994).

CARNET



Raphaël Feigelson, son père,

Patrick Feigelson, son frère,
Mila Feigelson, sa belle-sœur,

Les familles Goutaine, Majerowicz,
Minkowski, Milgram et Neuhof
ont la grande douleur
de vous faire part du décès de

LAURENCE A. FEIGELSON

survenu le 1^{er} octobre 2012,
à l'âge de 59 ans, à la suite d'une
longue bataille contre le cancer.

Les obsèques ont eu lieu le
3 octobre 2012 au cimetière
parisien de Bagneux

Famille Feigelson

Le 15 octobre 1997

Szyfra Mokobodzki

nous a quittés

Pour ses enfants, sa famille,
ses proches, ses amis,
son souvenir reste toujours vivant.



Nous avons la tristesse
d'apprendre la disparition
le 27 novembre

d'ÉRIC ISRAELEWICZ
directeur du journal *Le Monde*

dont le père a été un généreux
donateur de notre presse.

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Editions :

1934-1993: quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*
(clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982: hebdomadaire en français, PNM
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 0614 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Roland Wlos

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction
Tauba-Raymonde Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 16
Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://lujre.monsite.orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement :
France et Union Européenne :
6 mois 28 euros
1 an 55 euros
Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

Billets d'Humeur

par JACQUES FRANCK



L'insulte

Monsieur Netanyahu est en visite officielle en France flanqué du Président de la République. Il profite de l'hommage aux victimes de Mohamed Merah pour endosser sa tenue de sergent recruteur. Il appelle "la communauté israélite de France à s'installer en Israël." Dans la fougue de sa campagne électorale, il insulte le pays qui le reçoit en tentant de débaucher une partie de sa population.

Il y a mieux. La représentante du Crif en Midi-Pyrénées, Madame Yardeni, légitime cette grossièreté d'État. Elle trouve normale cette ingérence, Monsieur Netanyahu ayant pour mission de réunir les Juifs en Israël.

Que diraient Monsieur N. et Madame Y. si un olibrius investi de hautes fonctions s'adressait aux citoyens de Tel-Aviv en les sommant de quitter un État qu'il qualifierait de belliciste et théocratique ? ■

1^{er} novembre 2012

Aurore, l'Europe et la souveraineté française

Aurore Martin est citoyenne française. Elle est membre d'une association autorisée en France (*Batasuna*). Elle n'a commis aucun délit, aucun crime.

Cette association milite pour l'indépendance des Basques. Elle est illégale en Espagne. A la demande du gouvernement de Monsieur Rajoy, la police et la justice de notre pays ont arrêté Aurore Martin et l'ont livrée à une puissance étrangère. Elle risque douze ans de prison.

En principe, la France n'extrade pas ses citoyens. Mais ce principe, comme d'autres, est bafoué par les réglemen-

tions européennes. La notion de "mandat européen" passe avant la protection due à son peuple par un État souverain et démocratique.

Nous ne jugeons pas l'association basque. Là n'est pas la question. Mais il est inadmissible qu'une de nos compatriotes, au nom de l'Europe, soit chassée de son pays où elle n'est coupable d'aucune infraction aux lois françaises et remise au bon vouloir d'un pays étranger.

Aurore Martin doit revenir immédiatement chez elle. ■

17 novembre 2012

Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé
Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien et de l'Île-de-France

Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs amis

VILLEJUIF

VOUS INVITENT AUX

CÉRÉMONIES DU 71^E ANNIVERSAIRE DES FUSILLADES DU 15 DÉCEMBRE 1941

DE CAEN, CHATEAUBRIANT, FONTEVRAUD, MONT VALÉRIEN ET D'HOMMAGE AUX FUSILLÉS ET MASSACRÉS DE VILLEJUIF

Vendredi 14 décembre de 9h30 à 17h à la mairie de Paris

Colloque "REPRESSIONS EN 1942" organisé par l'ANFFMRA et l'amicale de Chateaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt avec le concours de la Ville de Paris, du Musée de la Résistance Nationale de Champigny et du Dictionnaire des fusillés et exécutés en France. Inscription : 01 42 70 01 17 ou georgesduffau@orange.fr

Samedi 15 décembre 2012 à 11h à la Stèle de la Place des fusillés*

Cérémonie organisé par Mme Claudine Cordillot, maire de Villejuif, l'Union Locale des Anciens Combattants de Villejuif, l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs Amis (Anffimrfa), les familles des fusillés de Caen du 15 décembre 1941, le Comité du Souvenir des Fusillés du Mont Valérien et de l'Île de France, l'Amicale de Chateaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

* Angle Avenue Jean Jaurès et rue Le Bigot de Villejuif, M° Paul Vaillant-Couturier ligne n°7

Communiqués



LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN ÉVOLUE DE FAÇON GRAVE

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide considère qu'il faudra, tôt ou tard, respecter le droit des Palestiniens à disposer d'un État souverain, seule manière d'assurer la sécurité des deux peuples. Or, on apprenait ce matin que cent attaques israéliennes avaient frappé le territoire de Gaza. Celles-ci faisaient suite à un ensemble d'incidents, dont un attentat ciblé contre un responsable militaire palestinien, causant sa mort. Le conflit israélo-palestinien évolue à nouveau de façon grave. Certes, Israël revendique, ce que l'UJRE ne conteste pas, le droit de se défendre. La question est de faire en sorte qu'Israël n'ait pas besoin d'exercer ce droit. Or, c'est la politique inverse que ses gouvernements mènent depuis 1967 par le refus d'une solution négociée et réaliste, fondée sur les résolutions de l'ONU. ■ 15/11/2012

L'UJRE NE PARTICIPERA PAS AU RASSEMBLEMENT "UNITAIRE" ORGANISÉ AUJOURD'HUI PAR LE CRIF

- Précisément parce que nous voulons assurer la paix et la sécurité de l'Etat d'Israël,
- Précisément parce que nous voulons que ses voisins palestiniens partagent le climat de paix et de sécurité auquel tous aspirent légitimement,
- Précisément parce que nous voulons que des négociations s'engagent pour la paix, qui s'éloigne du fait de la politique du gouvernement israélien,

Notre *Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* pense que ces objectifs ne peuvent être atteints que par la satisfaction des droits du peuple palestinien, garantis par les résolutions de l'ONU, ce qui exclut l'actuelle agression israélienne probablement inspirée par un contexte électoral*. L'appel du Crif n'est donc pas unitaire et nous ne pouvons y participer. ■ 20/11/2012

* NDLR Les prochaines élections législatives se tiennent le 22 janvier 2013

Recherche Économe* CLEJ

Le Club Laïque de l'Enfance Juive (CLEJ) recherche, pour sa colonie de vacances de Corvol l'Orgueilleux dans la Nièvre, un ou une économe pour les séjours de printemps et juillet 2013. Vous pensez avoir le profil ? Annick Inspektor (annickinspektor@yahoo.fr) vous fournira la définition de poste et toutes précisions utiles.

* L'économe gère les équipes de service, l'alimentation, l'hygiène, la lingerie et le ménage des colonies de vacances de Pâques et de Juillet. L'équipe de service comprend, selon la colonie, de 5 à 8 personnes recrutées localement. Les repas sont servis pour 60 personnes à Pâques et 120 en juillet.

Précision

#UnBonJuif etc.

On se souvient des propos violemment antisémites apparus sur TWITTER*, induits par le hashtag #Un bon juif c'est... En sa qualité de Garde des sceaux, Christiane Taubira a rappelé que ces messages sont punis par la loi. L'UEJF et le MRAP avaient immédiatement réagi. Qu'ils en soient remerciés. En raison de l'ampleur des protestations suscitées par ces messages et au terme de négociations avec l'UEJF, TWITTER a retiré des messages antisémites.

Se garder de baisser la garde...

* Se référer au communiqué de l'UJRE du 18 octobre 2012 publié dans la PNM n° 300.

Après l'élection d'Obama


 SUR LE BLOC-NOTES DE
HENRI LEVART

GÉOSTRATÉGIE DES ETATS-UNIS

par Michel Muller

Le 28 octobre dernier, lors du débat électoral avec Mitt Romney, Barack Obama a affirmé : « L'Amérique demeure l'unique nation indispensable. Le monde a besoin d'une Amérique forte » ; avec la fin de la guerre d'Irak, avec le « processus de transition en Afghanistan », il est possible « de porter à nouveau notre attention sur des alliances et des relations qui ont été négligées durant une décennie ». Après cette pétition de principe, Obama a immédiatement mis l'accent sur son objectif central, fondamental : « commencer à reconstruire l'Amérique ».

Et, en appui à cette prospective, « nous avons ramené nos importations d'hydrocarbures au niveau le plus bas depuis deux décennies, parce que nous avons développé l'exploitation de pétrole et de gaz naturel. »

Il est, toutefois, un constat qu'Obama a évité de faire : l'échec du « nation building », l'« édification d'États » dont le régime serait à l'image du régime états-unien, cher à W. Bush.

La crise systémique capitaliste a entraîné une aggravation drastique des déséquilibres macro-économiques US : une dette publique de 16.000 milliards de dollars (près de 100% du PIB), un déficit budgétaire prévu en 2013 de près de 1.000 milliards de dollars, un budget militaire et sécuritaire de près de 800 milliards de dollars (dont 52,6 milliards pour la CIA et consorts et 55,6 milliards pour la sécurité intérieure), soit près de la moitié des dépenses mondiales dans ce domaine.

À cela il faut ajouter un chômage réel d'au moins 10% et près de 50 millions de citoyens dépendant des « food stamps » US (tickets d'alimentations distribués par l'État).

La stratégie d'interventions armées tous azimuts pour tenter de maintenir l'« imperium » sur les peuples, a fait faillite, avec ses guerres « contre-insurrectionnelles » dont le dernier chantre en date, le général Petraeus, grand admirateur du général Bigeard, a été contraint à la démission sous couvert d'un minable « désordre sentimental ».

Dans le même temps, la tentative de faire faire le sale travail par les autres, comme en Libye – « une innovation » selon les stratèges en chambre, clients des studios audio-visuels – a échoué lamentablement tout en aggravant les risques d'explosions dans le Sahel et le Maghreb. L'alternative mise en avant serait désormais la « guerre des drones » – ces bombardiers téléguidés dont Obama fait un usage de plus en plus démesuré (10,4 milliards de dollars de do-

tation en 2013) –, elle a démontré sa dangereuse inefficacité, semblable à celle des attentats terroristes.

De ces différents éléments, il semble que deux tendances lourdes de la nouvelle stratégie états-unienne – qui reste à définir officiellement – s'esquissent : elles sont fondées sur le fait que la crise économique ne permet plus de « tout faire, n'importe où et n'importe quand » et sur les limites du développement cancéreux des dépenses militaires :

- En premier lieu, il s'agirait de laisser les déséquilibres (comme notamment au Moyen-Orient et sans doute en Afrique) à la discrétion des protagonistes et de n'intervenir que si « les intérêts des États-Unis sont mis en danger ». D'où la recherche d'un bien illusoire statu quo évolutif au Proche-Orient, avec toutefois deux lignes de force : l'alliance stratégique avec le régime de Tel-Aviv et le choix d'empêcher à tout prix le projet d'arme nucléaire prêté à Téhéran.

- L'autre nouveau vecteur a une portée géostratégique : l'exploitation de gaz et de pétrole de schiste – délétère pour les écosystèmes nord-américains – conduira à terme à l'autosuffisance des États-Unis, l'affaiblissement du lien avec les pétromonarchies du Golfe et à la dévalorisation de l'intérêt « vital » de cette région pour les États-Unis.

Alors que Tel-Aviv risquait de mettre le feu aux poudres en bombardant Gaza, Obama consacrait toute son attention au (trop lent) processus démocratique en cours en Birmanie, étape d'une tournée en Asie. La Chine, détentrice d'une part essentielle de la dette US mais aussi tributaire du marché nord-américain, est, selon les experts de Washington, le nouveau centre en devenir du monde, à côté des deux autres pôles « en déclin », l'Europe et, à moindre titre, la Russie. L'hégémonie US en Asie – la « Côte Ouest » des États-Unis – doit être établie, dit-on au Département d'État, avec le renforcement du « jeu » avec Pékin, par un transfert des capacités navales US dans les mers asiatiques et l'Océan Pacifique, et le développement du libre-échange.

Quel que soit le nouveau président des États-Unis, disait-on à Wall Street avant le scrutin de novembre, sa politique extérieure n'aura que peu d'originalité car il ne peut que se soumettre à la loi « naturelle » du marché !

Une bien sombre perspective s'il n'y avait l'aspiration croissante des peuples, même si elle est encore balbutiante ici et là, à prendre en main leur vie.

Une donnée fondamentale que le « marché » ne peut prendre en compte car ce serait sa fin. ■

Du bon usage du PARAVENT

Le meuble destiné à s'habiller ou se déshabiller a donné, au figuré, son nom à la dissimulation. C'est ainsi que les médias font grand cas de la soi-disant popularité de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur. Celui-ci, tout heureux de comparer son énergie à celle de Sarkozy, se targue d'être le garant de la laïcité française. Or, en infraction avec la règle républicaine, il ne cesse de béatifier et de canoniser à tout crin. Après une cérémonie religieuse à la cathédrale de Troyes, il s'est rendu au Vatican, en tant que représentant du gouvernement, célébrer la sainte mémoire d'un missionnaire colonial à Madagascar. Les racines chrétiennes de la France sont de retour. Les preux chevaliers de l'humanisme, Kouchner, BHL et Glucksmann, appellent en commun à une intervention militaire en Syrie. L'Irak et la Libye ne leur suffisent pas. Mais c'est pour protéger la population locale, disent-ils.

Qu'allons-nous imaginer ? Piller les richesses des anciennes colonies ? Quelle idée saugrenue ! Bien après la proposition des députés du *Front de Gauche*, François Hollande vient de reconnaître comme crime d'État le massacre du 17 octobre 1961. Enfin ! Seulement il y a un hic. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, inaugure une stèle pour accueillir les cendres du général Bigeard, le tortionnaire d'Algérie. Interrogé, notre homme trouve normal que ce bourreau soit inhumé auprès de ses compagnons d'armes de la guerre d'Indochine.

Les jeunes musulmans sont sévèrement écopés, accusés durant le Ramadan, de retirer le petit pain au chocolat de la bouche des collégiens. Cette année le Ramadan a eu lieu pendant les vacances scolaires. Les collègues étaient donc fermés. L'an dernier également.

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a expliqué la progression des pays émergents par le fait qu'ils n'ont pas l'Europe sur le dos. Alors, pourquoi la ratification du Pacte budgétaire au pas de charge ? S'affubler d'une marinière n'est pas la solution idéale à la désindustrialisation du pays. Une immense affiche publicitaire présente un jeune homme, chemise ouverte,

la poitrine ornée d'un cœur et de l'inscription « J'aime ma boîte ». Dommage qu'en retour les boîtes n'aient pas le même penchant pour les salariés victimes des licenciements boursiers.

Le choc de la compétitivité, des millions de chômeurs se le prennent en pleine figure. Le sens donné à la rigueur, dans quel sens se dirige-t-il : celui du monde du travail ou des marchés financiers ? Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, s'est dit choqué à l'annonce de la fermeture de PSA-Aulnay. Personnalité au cœur si sensible, mais vice-président du prestigieux *Cercle de l'Industrie* comptant 41 PDG ou Directeurs généraux et dont le président se nomme Philippe Varin. Qui est Philippe Varin ? Le président du directoire de Peugeot SA, tout aussi choqué d'apprendre la fermeture de son usine.

Sur le plan international, le prix Nobel de la paix décerné à l'Union européenne relève de l'amnésie volontaire. Y a-t-il eu des troupes européennes en Afghanistan ? Y a-t-il eu soutien à l'invasion US en Irak ? Y a-t-il l'impunité accordée aux dirigeants de l'État d'Israël pour l'abandon du peuple palestinien ? La chancelière Angela Merkel a inauguré un Mémorial en l'honneur des 500 000 gens du voyage exterminés par les nazis, situé non loin de ceux consacrés aux juifs et aux homosexuels. L'un des rescapés y a fait allusion à la chasse aux Roms actuellement en cours. « La poursuite de pratiques d'hier » comme le caractérise le président national du *Secours catholique*. Mais, à propos du monument commémoratif, comment comprendre la justice allemande renonçant à poursuivre – faute de preuves ! – huit anciens *Waffen SS* coupables d'avoir participé à l'exécution de 560 civils italiens ? Bien étrange mansuétude.

Dans cette société, ce monde en proie à l'arrogance, à la démence, à la barbarie des puissances d'argent, nous abandonnons pas nos rêves, nos folies, comme nous y invitait Jean Ferrat.

Un économiste a posé cette judicieuse question : « sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise » ?

La réponse va de soi. ■

LA BOMBE H, C'ÉTAIT IL Y A SOIXANTE ANS

Le 1^{er} novembre 1952, un îlot du Pacifique était pulvérisé par l'explosion de la première bombe H qui était un millier de fois plus puissante que celle d'Hiroshima, plus puissante en fait que la totalité des explosifs utilisés pendant toute la Seconde guerre mondiale. Quel enjeu ? « Si nous n'avions pas mis au point la bombe H, déclare l'un des pères de la bombe, il y a fort à parier qu'aujourd'hui nous parlerions tous russe. Je n'ai aucun regret ». Neuf mois plus tard, l'URSS faisait exploser sa première bombe H.

La course aux armements thermonucléaires était lancée qui devait durablement grever les budgets au détriment des populations civiles.

Vu sur Guysen TV (30 novembre 2012)



Le rapport 2012 sur la pauvreté et les disparités sociales en Israël vient d'être publié : « Des enfants plus pauvres et des banques plus riches en Israël. »

UNE QUESTION RÉCURRENTÉ POUR LES LECTEURS DE LA PNM

COMMENT PEUT-ON ÊTRE UN JUIF LAÏQUE ?



par **BERNARD EBENSTEIN***

Après les réponses déjà publiées de personnalités plus connues que moi, je tente à mon tour d'expliquer ce que d'aucuns présentent comme une anomalie, une contradiction dans les termes, une monstruosité. L'ambiguïté des mots permet bien des interprétations. Je pourrais m'en tirer par la pirouette d'André Wurmser « Je serai juif tant qu'il y aura un antisémite pour me le reprocher ». C'est un peu court, tant les définitions diffèrent de juif (du latin *judaeus*, déjà frappé d'une connotation péjorative) et de laïque (est-ce le a-religieux, voire athée, ou restreignant la religion à la sphère privée, hors d'un affichage public ?).

Le Statut des juifs d'octobre 1940 ne fait pas dans la nuance : « *Est juif celui dont les parents sont juifs* », sans souci de l'exercice d'un culte, de la nationalité (membre du peuple juif) ou de la citoyenneté (comme nation réputée étrangère sous l'Ancien Régime). Au-delà des textes, il y a l'arrière-plan raciste. Depuis le 19^e siècle, des théoriciens élaborent la thèse d'une « race juive », implantée, à l'instar de certains peuples nomades, au cœur des sociétés européennes et y introduisant des éléments pervers de dissolution, de perte des valeurs nationales, cherchant à s'approprier les leviers de commande. Quant à l'antijudaïsme, de type religieux, il évoque les « *croqueurs d'enfants chrétiens* », dont les fêtes, comme le sabbat, sont diaboliques, et qu'il convient d'exterminer, de convertir de force, ou d'extirper du corps social par le bannissement. A cet égard, il y a bien peu de temps que la prière de malédiction contre les juifs a été retirée du canon pontifical. Certes, pour la plupart des chrétiens, les juifs sont des témoins puisque Jésus-Christ est né juif ! Qu'il a été circoncis et que leurs textes sacrés de l'Ancien Testament sont communs avec ceux des églises chrétiennes. A propos de la circoncision, une incursion dans l'iconographie du petit Jésus du Moyen Âge à l'âge moderne, montre que les peintres l'ont bien représenté nu sur les genoux de sa mère, mais avec un sexe doté d'un prépuce. Il faut croire que celui-ci lui est revenu après que, Messie et fils de dieu, il a prêché l'évangile nouveau et séparé ses disciples des juifs restés fidèles à leur ancienne foi...

Et moi, dans cet embrouillamini de sens ? Je suis né de parents juifs, originaires de la communauté juive de Buczacz, en Galicie orientale, alors rattachée à l'Autriche-Hongrie, puis à la Pologne entre les deux guerres, enfin à l'Ukraine depuis 1945. Leurs parents y étaient nés, et leurs aïeux, si j'en crois les pierres tombales Ebenstein et Antler, entassées pêle-mêle près du dépôt des ordures ménagères, telles que je les ai vues sur place en 2002. Me voilà donc juif, fils et petit-fils de juifs, astreint au port de l'étoile jaune à compter de juin 1942 en zone occupée (je ne l'ai portée qu'une seule fois, l'arborant, jeune innocent, comme la Croix d'honneur qu'on m'attribuait parfois à l'école). à

ce titre, d'autant que mes parents étaient apatrides (ayant quitté la Pologne depuis plus de cinq ans, ils avaient perdu leur nationalité) je suis bon pour l'exclusion ou la chambre à gaz (vu mon âge, c'est là que j'aurais abouti si je n'avais échappé par miracle à la rafle du Vel' d'Hiv).

Mes parents sont arrivés en France avant leur mariage (ils étaient fiancés en Pologne), mon père en 1930 avec un contrat de mineur de fond dans le combinat Arbed, sur le filon des mines de fer de Lorraine et Luxembourg, ma mère en 1931 avec un statut d'étudiante. La famille de ma mère semble avoir été pratiquante : j'ai encore une photo de mon grand père Antler avec sa kippa, sa lévite et sa barbe de prophète. Celle de mon père l'était moins, voire pas. Une photo de mon grand-père paternel me le montre en habit européen, glabre, les cheveux courts.

Maska, la sœur aînée de ma mère, et son mari, sionistes de gauche, s'installèrent au Kibboutz de Beth Alfa en Palestine en 1925. Au moins, eux étaient logiques : juifs sous le mandat anglais, ils pouvaient espérer la création d'un état du peuple juif. Le frère aîné de ma mère, Maurice, après un séjour en Palestine d'où il fut expulsé pour activités communistes vint en France et en 1937, s'engagea dans les Brigades internationales en Espagne. Commissaire politique de son unité, il fut fusillé par les franquistes en 1938, lors de la bataille de l'Ebre. Son épouse, Sonia Zaidman, médecin, disparut pendant la Retirada (peut-être exfiltrée en URSS comme le corps médical des Brigades, dirigé par le Dr Rouquès).

Ni l'un, ni l'autre n'étaient pratiquants du judaïsme. Mon oncle par alliance, Maurice Weissland, jeune communiste français, compagnon de Francine Fromond, fut arrêté et fusillé au camp de Rouillé (Vienne) sous le nom de Veze-land, qu'il avait maintenu face à ses bourreaux, afin de mourir non en juif, mais en Français.

Mon père était laïque, « assimilant » comme on disait. Il trouva logique de s'engager contre les nazis en 1939, dans la Légion étrangère, puis de passer de Dunkerque à Londres et d'intégrer les *Forces Françaises Libres* dès 1940 pour un périple dont il ne revint miraculeusement qu'en 1946, avec le grade de sous-officier, fin de sa carrière militaire.

Quant à ma mère, échappant à la rafle du 16 juillet 1942, elle se cacha chez une brave femme de Créteil. Elle a toujours voté communiste mais est restée, par tradition, « *une juive du Yom Kippour* », n'allant à la synagogue qu'au jour du Grand Pardon. Mécanicienne en fourrures chez des petits artisans juifs, elle lisait la *Naïe Presse*, se rendait à la kermesse organisée à l'Hôtel Moderne pour la CCE, et faisait plusieurs séjours en Israël chez sa sœur où elle faillit m'emmener pour une installation définitive en 1949. Elle se sentait pleinement juive, parlant le polonais, le yiddish et l'hébreu, cuisinant les recettes traditionnelles, mais pleinement intégrée à la société française.

Alors, qui suis-je ? Un juif par filiation ? Mais trahissant l'endogamie rituelle, me voilà marié à une non-juive, avec des enfants demi-juifs (et que dire des petits enfants ?).

Élu local en Haute-Vienne depuis 1964, dans une région qui, si elle a caché de nombreux juifs persécutés, n'en comptait guère parmi les habitants, j'ai vécu, exercé comme enseignant, en citoyen français (quoique naturalisé fort tard, juste avant le conseil de révision). Militant communiste, à un rang plus modeste qu'Henri Malberg, Henri Krasucki ou Charles Fiterman, je me suis reconnu dans les luttes sociales et politiques de mon parti. Il est vrai qu'ayant de la famille proche en Israël, je me suis senti plus sensible, peut-être par là, à une solution durable et équitable du contentieux entre Israël et les Palestiniens.

Mes parents se sont séparés peu après ma naissance, puis j'ai été caché dans une famille chrétienne non pratiquante, je n'ai donc jamais parlé yiddish ou polonais. Ma famille de Pologne a été anéantie durant le génocide nazi, me coupant de tout contact avec une filiation ashkénaze.

Recueilli en 1945 par l'UJRE dans une maison d'enfants tenue par des résistants communistes et anciens déportés, j'y ai reçu une éducation non religieuse, ouverte, progressiste, humaniste, fidèle à la mémoire des combattants de la Résistance.

Je suis donc un juif laïque (ni honneur, ni indignité), fidèle aux héros, martyrs et victimes qui m'ont précédé. Je ne suis donc pas de ceux qui ont changé leur nom pour faire disparaître leur origine. Je ne suis pas venu à une pratique religieuse que certains de mes compagnons de jeunesse ont entreprise, l'âge venant.

Cela dit, je suis admiratif devant l'immense richesse de la culture juive, en littérature, en peinture, en musique. Le prix Nobel de littérature, Samuel Joseph Agnon, est d'ailleurs natif de Buczacz. Cette culture est à la fois spécifique et universelle et concourt à l'ambition d'une humanité meilleure.

La Nation française s'est constituée de toutes les origines, religions, langues, immigrations diverses ; juif laïque je n'en suis qu'une des composantes, ni plus ni moins. Et si je suis fidèle à la PNM, que mon père diffusait quand elle paraissait en yiddish et s'appelait *Naïe Presse*, c'est que son esprit correspond à ce que je ressens, comme juif engagé politiquement à gauche, comme Français dans une République que je souhaite fidèle à la laïcité, à la liberté et au progrès humain.

Afin que selon la formule de Karl Marx, face aux diverses formes de racisme, de chauvinisme et de haine, « l'homme puisse enfin émerger de sa préhistoire ». ■

* Agrégé de l'Université, conseiller général honoraire de la Haute-Vienne (25 ans de mandat), adjoint au maire de Limoges.

Le Jobbik propose de recenser les juifs

Depuis des années, la PNM dénonce l'incitation à la haine raciste en Hongrie, pays qui a livré sans trop d'états d'âme plus d'un demi-million de juifs aux nazis. Élie Wiesel a renvoyé ses décorations et dénoncé la réhabilitation d'anciens nazis. Le président du *Congrès juif mondial* a demandé au Premier ministre, Viktor Orban de « *prendre des mesures efficaces contre ceux qui font campagne contre les Roms, les juifs et autres minorités.* »

Le 26 novembre Marton Gyöngyösi, parlementaire influent du parti fascisant *Jobbik*, devenu en 2010 la troisième force politique de Hongrie, a demandé « *le recensement des personnes qui ont des ancêtres juifs* ». Sa proposition a fait scandale. Recul de l'auteur : il visait ceux-là seuls qui ont la double nationalité, thème sensible s'il en fut en Hongrie. Désaveu du gouvernement, du président du Parlement, de son vice-président socialiste qui a arboré l'étoile jaune : « *Je ne suis pas juif, a-t-il dit, mais si vous découvriez le contraire, j'en serais fier* ». Le parti DK (Coalition démocratique) réclame la dissolution du *Jobbik* et invite la presse et les élus des autres partis à le mettre en « quarantaine politique ».

Débusquer les juifs qui ont magyarisé leurs noms, il y a belle lurette que cela se fait. La proposition du *Jobbik* est à considérer à la fois comme une provocation et comme une tentative de légaliser sa politique. Rappelons que la Hongrie est membre de l'Union Européenne et que compte peut lui être demandé de ses actes. ■

ANTISÉMITISME DANS LE PRÉTOIRE LYONNAIS

À Lyon, "capitale de la Résistance"*, l'extrême droite fascisante sévit autour de l'Université Lyon III. Il y a quelques jours, c'est dans le prétoire qu'un avocat a osé demander la récusation d'un juge au motif qu'il pourrait être juif et donc, manquer d'impartialité dans une affaire où le père de la prévenue serait également juif. Le parquet a entamé des poursuites, limitées par une loi de 1881 qui exonère les avocats du délit de diffamation concernant les propos tenus dans les prétoires. L'Ordre des avocats de Lyon annonce la saisine du Conseil de discipline à l'encontre de ce confrère.

* Citation du général de Gaulle

Le saviez-vous ?

Colombes, stade Yves du Manoir. Une plaque rappelle la mémoire des antinazis allemands et autrichiens rassemblés dans ce stade par une opération analogue à celle du billet vert :

"De septembre à décembre 1939, environ 20 000 Allemands et Autrichiens, réfugiés en France et ayant fui le régime nazi parce qu'antifascistes, intellectuels ou juifs, furent rassemblés au stade de Colombes avant d'être dirigés vers des camps d'internement sur tout le territoire. Parmi eux, certains s'engagèrent tout au long de la guerre au service de la France, d'autres furent déportés dans les camps de la mort nazis. Rendons leur hommage et soyons vigilants à ce que l'esprit de fraternité nous réunisse toujours au sein de la République". ■

SOMMES-NOUS SUR LA BONNE VOIE ?

par **JACQUES LEWKOWICZ**

Est-il possible de répondre aux besoins sociaux de la population française sans copier la politique allemande actuelle menée depuis dix ans ? A cette question François Hollande, pendant la campagne électorale, semblait répondre oui. Le moyen en était la renégociation du traité budgétaire conclu entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Or, ce traité est resté ce qu'il était et il entraîne la France dans un cycle déflationniste dont on voit déjà les effets négatifs dans plusieurs pays. En effet, comme le Président l'a développé dans sa conférence de presse, il s'agit de développer la capacité à exporter, conçue comme le seul moyen susceptible de restaurer la croissance, l'emploi et de permettre le désendettement. Ces objectifs seraient atteints par une diminution des ressources dont disposent les ménages – c'est-à-dire, pour l'essentiel, les salariés –, par la croissance de la

TVA et de la CSG, afin de confier ces ressources aux entreprises. On espère, sans garantie, que le patronat en fera un usage conforme aux objectifs énoncés. Or, l'expérience des trente dernières années de ces pratiques a eu comme résultat pauvreté, chômage et endettement.

On dit : « *Le coût du travail est trop élevé.* » Mais cette notion n'est pas claire et on oublie l'existence des intérêts et dividendes versés, lesquels ont **doublé** au cours des dernières années. Ce rançonnement explique l'insuffisance de créations d'emplois, d'investissement et d'innovation responsable de celle des exportations.

La généralisation à l'Europe du germanisme économique, actuellement mise en œuvre, avec la complicité de François Hollande, ne peut entraîner les différents pays que dans un cycle sans fin de baisse du pouvoir d'achat, entraînant le chômage, puis l'endettement public, puis l'austérité et à nou-

veau la baisse du pouvoir d'achat. Or, ceci, anticipé par les agences de notation, les amène à abaisser la « note » des pays concernés, rendant leur endettement encore plus lourd.

Non à l'austérité

Il faut, au contraire, privilégier le renforcement de la demande intérieure à la France afin d'établir un débouché solide à notre industrie et, entre autres, n'aider les entreprises en difficulté que si elles sont tournées vers la création d'emplois et la satisfaction des besoins populaires. L'endettement public doit être racheté par la Banque Centrale Européenne (BCE). On doit empêcher la délocalisation des profits en mettant fin à la concurrence fiscale entre États européens aboutissant à une absurde course au moins-disant. Ainsi pourrions-nous à la fois faire face aux conséquences des actuels déficits et envisa-

ger une croissance des services publics si utiles au développement économique et social général.

Toute autre orientation ne peut générer que le mécontentement populaire. La question est celle du statut indépendant de la BCE. Celui-ci lui permet d'échapper à tout contrôle démocratique. Cela donne à la BCE la possibilité de prêter à un taux quasi-nul aux acteurs du marché financier (les banques, pour l'essentiel), lesquelles prêtent, à leur tour, aux États à des taux leur assurant un profit confortable.

Certes, le rachat des dettes des États fait courir un risque inflationniste, mais celui-ci est quasi nul si l'on tient compte, à l'inverse, du choc déflationniste dont souffrent l'ensemble des économies européennes, du fait de la baisse du pouvoir d'achat des salariés européens. ■



« *Lorsque une cause nous paraît juste, il faut lutter pour elle, quels qu'en soient les risques pour soi.* »

MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER

dont nous célébrons cette année le 100^e anniversaire de naissance



« *Il y a en France un noyau révolutionnaire indestructible.* »

MARCEL PAUL

dont nous célébrons cette année le 30^e anniversaire de la mort



LE JUGE FALCO À NUREMBERG

par **MARIANNE DELRANC-GAUDRIC**

Les souvenirs du juge Robert Falco, l'un des deux juges français du Tribunal Militaire International de Nuremberg, viennent de paraître, illustrés par des croquis de Jeanne Falco, son épouse présente au procès. Parmi ceux-ci, un très beau portrait au crayon d'Elsa Triolet, qui assista quelque temps aux audiences en tant que journaliste. C'est grâce à sa famille, ainsi qu'au *Mémorial de Caen* où sont déposées ces archives que nous pouvons prendre connaissance de ce document capital. Le témoignage du juge Falco, qui, conseiller à la Cour de Cassation, fut révoqué sous Vichy en raison des lois antisémites, outre son grand intérêt historique, frappe par sa convergence avec celui d'Elsa Triolet, dans son reportage *La Valse des juges*. Ayant participé, dès le départ, à la mise en place du statut du Tribunal et de son organisation, il est bien placé pour en voir tous les problèmes, tous les écueils et toute l'importance, en fin de compte. Il souligne la pauvreté des moyens matériels et humains mis à disposition par la France, en comparaison avec ceux des États-Unis notamment. Il évoque le Grand Hôtel, où se donnent des soirées dansantes et, comme Elsa Triolet, son « *impression étrange de luxe et de gaieté dans cet espace de palace militaire international où l'on 'fox-trotte' après dîner au son d'un jazz (...), la roue du destin a heureusement tourné mais l'occupation si bruyamment joyeuse au milieu d'un pays*



Elsa Triolet © Jeanne Falco

en ruine (...) a quelque chose d'un peu troublant » (p.48).

Il relève également la procédure anglo-saxonne « *un peu étrange* », pour un Français, de l'accusé-témoin (p. 81). Mais, bien sûr, son témoignage porte sur l'ensemble du déroulement du procès, de façon chronologique, montrant les accusés les uns après les autres, évoquant les plaidoiries, les réquisitoires, révélant les délibérations du Tribunal et les désaccords sur une notion fondamentale : celle du complot (« *conspiracy* »), ainsi que sur les peines à appliquer aux accusés. Le juge

français Donnedieu de Vabres, qui avait « *participé en 1935 au congrès de l'académie juridique allemande, présidée par Hans Frank, l'un des 23 accusés à Nuremberg* » et « *traversé le régime de Vichy sans encombre (...) commentant par exemple la législation répressive du régime de Vichy, ou encore les textes sur le 'Statut des Juifs'* » (Préface, p. 14-15), apparaît comme pesant dans le sens d'une forte atténuation de la notion de complot ainsi que des peines de certains accusés.

Robert Falco note (p. 42) que « *Les Russes, auxquels rien n'échappe, auraient protesté contre sa nomination* » et qu'« *Un entrefilet paru dans le journal 'Le Populaire' est intitulé 'Un nazi juge au tribunal de Nuremberg'* ». À la lecture des dessous du procès, l'on comprend mieux l'amertume exprimée par Elsa Triolet et son impression que « *l'on ne fait pas ce qu'il faut* », « *Pourquoi ne fait-*

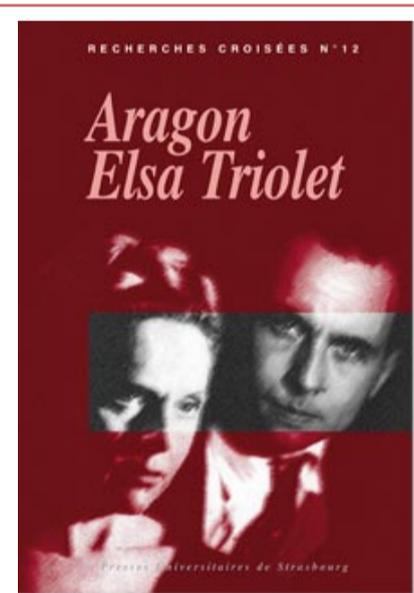
on pas ce qu'il faut ? » demande-t-elle dans *La Valse des Juges*.

Le juge Falco, dans sa conclusion, note la diversité des opinions concernant ce procès « *approuvé dans l'ensemble par la presse anglo-saxonne bien que certaines feuilles américaines l'aient trouvé trop dur à l'égard des généraux. Les journaux soviétiques (...) sont élogieux pour l'ensemble du jugement. Les journaux français d'extrême gauche par contre, plus sévères que leurs amis moscovites, critiquent en termes véhéments la faiblesse du tribunal* ». Et il termine sur des interrogations positives, montrant qu'il a conscience de l'importance historique de Nuremberg : « *Mais par-delà ces opinions passagères, quel sera, sur notre jugement, le jugement de l'Histoire ? Considèrera-t-elle, comme certains le prétendent, qu'il constitue un pas considérable fait dans le domaine du droit pénal international ? (...) est-il téméraire d'espérer qu'il soit cependant considéré dans l'avenir comme un jalon utile sur le chemin rocailleux au bout duquel l'humanité parviendra peut-être un jour à donner des assises légales à la paix ?* » (p. 165). Il est intéressant et utile de lire ce livre, qui nous plonge, de façon si vivante, dans l'atmosphère de l'immédiat après-guerre. ■

* **Robert Falco, Juge à Nuremberg - Souvenirs inédits du procès des criminels nazis**, ill. J.Falco, préf. A.Wievorka, intro. G.Mouralis, historien, chargé de recherches au CNRS, Éd. Arbre bleu, Nancy, 2012, 176 p., 20 €.



LITTÉRATURE



Il y a trente ans, Aragon nous quittait, laissant derrière lui une œuvre impressionnante, unanimement saluée aujourd'hui.

Nous reviendrons dans les prochains numéros sur quelques aspects de ses créations. PNM

HISTOIRE - MÉMOIRE

II. 1942-1947

UN RÉPIT POUR LES ROUGES

U.S.A. - Hollywood

par LAURA LAUFER

(Suite du n° 299)

L'entrée en guerre des U.S.A ouvre une parenthèse de courte durée dans la chasse aux Rouges.

La question de l'intervention ou de la neutralité envers Hitler divise isolationnistes et interventionnistes, mais l'attaque japonaise contre la base navale de Pearl Harbor convainc les États-Unis d'entrer en guerre au lendemain de l'agression, le 8 décembre 1941. L'Union soviétique devient alors l'alliée des États-Unis et le communisme n'est plus, pour l'heure, l'ennemi. C'est autour des soutiens à la République espagnole et à la lutte antifasciste qu'apparaissent les principaux clivages qui ressurgiront en pleine *Chasse aux sorcières*.

Dès 1936, les artistes s'impliquent dans le soutien à l'Espagne républicaine dont Paul Robeson, Dashiell Hammet, Lilian Hellman, la strip-teaseuse burlesque Gypsy Rose Lee, la scénariste Dorothy Parker,

Ernest Hemingway ou le chanteur folk Woody Guthrie. Willi Münzenberg, qui impulse et dirige au Komintern la politique des fronts antifascistes, voit dans la capitale du cinéma un lieu crucial pour la construction et le rayonnement de sa stratégie. Il délègue à Otto Katz (alias Rudolf Breda, alias André Simone) le soin de cette mission.

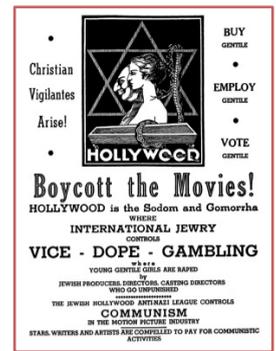
Otto Katz a mené dans sa jeunesse la vie de bohème, il a côtoyé Kafka et, ami de Brecht, a travaillé au côté d'Erwin Piscator. Il s'appuie d'abord sur l'immigration allemande et recrute ainsi pour l'*Hollywood Anti-Nazi League*, Fritz Lang, Billy Wilder, Ernst Lubitsch, Marlene Dietrich. Si le Parti communiste américain compte, depuis sa création en 1919, peu de membres, l'*Hollywood Anti-Nazi League* rassemble de 4 000 à 5 000 membres, bien au-delà de la colonie des immigrés allemands ou des intellectuels communistes. La Ligue publie un journal

de propagande, *Hollywood Now*. Parmi ses rangs militent de nombreux artistes juifs : les acteurs Edward G. Robinson (né Emanuel Goldenberg à Bucarest), Paul Muni (né Meshilem Meier Weisenfreund en Galicie) et qui débuta dans le théâtre yiddish, John Garfield (Jacob Julius Garfinkle), Judy Holiday (Judith Tuvim), Lee J Cobb (Jacob), Lauren Bacall (Weinstein-Perske), Paulette Goddard (Pauline Levy), Howard da Silva (Silverblatt), les compositeurs Aaron Copland, Leonard Bernstein, le jazzman Artie Shaw (Arthur Jacob Arshawsky), mais aussi des non juifs tels James Stewart, James Cagney, Joan Bennett, Ginger Rogers, Fredric March, Greta Garbo, Charlie Chaplin, John Ford. Dans le vivier de l'*Hollywood Anti-Nazi League*, on retrouvera la plupart des victimes de la *Chasse aux sorcières*. Celle-ci fera d'Hollywood sa cible emblématique.

Alors que les Ligues de décence dénoncent la décadence d'Hollywood sous le joug du complot juif et communiste, l'affaire Rosenberg incarnera le tragique exemple des effets de cette propagande nauséabonde, marquant l'entrée dans la Guerre froide.

Voyant un espion communiste derrière chaque haut fonctionnaire, journaliste, cinéaste et intellectuel de la côte Est, le sénateur Mac Carthy lance sa délirante « *Chasse aux sorcières* ». ■■■

(à suivre).



Ce "poster nazi", d'époque, donne une idée de la violence qui s'est exercée à l'encontre des artistes juifs de Hollywood...

LITTÉRATURE

PATRICK MODIANO DANS L'OMBRE DE FRANZ KAFKA

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

Patrick Modiano est sans doute le plus paradoxal de nos écrivains. Et cela saute aux yeux avec plus d'évidence maintenant que le Nouveau Roman est un objet d'étude. Tout en écrivant des livres qui ont toutes les apparences du roman traditionnel, avec son style particulier, sa touche singulière, rien n'étant choquant, étrange ou expérimental, Modiano n'en est pas moins un auteur expérimental. *L'Herbe des nuits**, qui vient de paraître, en est encore une fois la démonstration. L'incipit et ce qui suit l'annoncent sotto voce : « *Pourtant je n'ai pas rêvé. Je me surprends quelques fois à dire cette phrase dans la rue comme si j'entendais la voix d'un autre. Une voix blanche.* » Notre narrateur tente de se réapproprier son passé. Des noms, des lieux, des événements, qu'il recoud peu à peu les uns aux autres sans jamais parvenir à reconstituer un récit complet. Tout semble tourner pour lui autour de la figure d'une femme, Dannie R., qu'il a connue à la cafétéria de la Cité universitaire.

Fasciné, il tente de savoir qui elle est et la suit dans ses déplacements en différents points de Paris. Plus il la fréquente, mieux il connaît ses amis, ses relations, et moins il comprend. En fait, en dépit de ses supputations et des rares explications qu'elle lui fournit, elle lui échappe complètement.

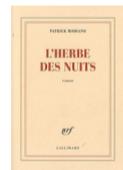
Une partie du voile sera levé à la fin quand Langlais, un fonctionnaire du quai de Gesvres, désormais à la retraite, lui donne un dossier qui lui apprend que cette femme insaisissable avait plusieurs identités et menait des agissements suspects. Mais ces révélations ne dissipent pas tout le mystère, ni surtout le récit qu'il a pu élaborer au fil du temps et cette relation intense de sa propre vie.

Cette manière de narrer une histoire qui a un début arbitraire, presque abrupt, et pas vraiment de conclusion, ces errances se traduisant par une pérégrination sans fin au sein de la mémoire du narrateur, laquelle ne cesse de recomposer tous les éléments dont il dispose pour reconstituer un puzzle devenant sa vérité, mais qui reste toujours

une fiction indéchiffrable, rappelle l'esprit des nouvelles et des romans de Franz Kafka, souvent inachevés, mais aussi souvent inachevables. Il y a entre ces deux créateurs un lien profond, même si leur époque, leur culture et leur écriture diffèrent beaucoup. Cet inachèvement si caractéristique de l'œuvre de Kafka est le principe fondateur de celle de Modiano. Avec ce dernier, l'on éprouve le sentiment, étrange, déroutant, que le roman se construit à mesure qu'on le lit. Il se construit, mais ne fait que révéler tout ce qui n'a pu s'y accomplir. En se construisant, il se déconstruit aussi. Et pourtant, l'on y puise une jouissance dans la lecture qui est rare. Kafka nous offre le même plaisir, même quand ses récits tournent court ou restent en suspens. C'est que l'un comme l'autre, chacun à sa manière, sait que l'esprit humain fabrique une histoire à partir de sa propre histoire de celle des autres, et qu'il n'a de cesse de se métamorphoser, à mesure que le cours des choses l'entraîne dans le temps de cet imaginaire qu'on peut croire être une réalité. En décrivant ce mécanisme mental, ils ont touché à ce qu'il y a de plus ambigu, de plus beau, de plus tragique et de plus confondant dans la représentation que l'on se fait de notre monde.

L'Herbe des nuits est tout à fait crédible. Et pourtant, cette affaire est tout à fait absurde. Mais elle charrie des réminiscences, le Paris d'une certaine époque, avec ses petits cafés cachés et ses hôtels borgnes, sa géographie secrète, à nulle autre comparable, qui sont à la fois poétiques et crédibles. Des vessies et des lanternes, Modiano connaît tous les secrets. Et comme l'auteur du *Procès*, il s'enfoncé dans une quête absurde sur des chemins improbables. Cette damnée vérité n'est qu'un faux-semblant grâce auquel quelqu'un (l'auteur, le narrateur, le lecteur) peut vivre et ensuite mourir, en connaissance de causes qui ne sont que des leures. ■

* Patrick Modiano, *L'Herbe des nuits*, Éd. Gallimard, 192 p., 16,90 €



LES TRACES D'ÉGYPTE

par SYLVIE BRAIBANT

*Le bruit de nos pas**, c'est celui que l'on fait quand on quitte la maison, quand on y revient, quand on la traverse, quand on piétine le jardin et que l'on passe d'une baraque à une autre, quand on va d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Ces mouvements incessants occupent le roman de Ronit Matalon, née dans un morceau de famille émigrée en Israël après avoir quitté l'Égypte, poussée à l'exil par les soubresauts du Proche et du Moyen Orient.

En minuscules chapitres, l'écrivaine tisse la chronique au quotidien d'une mère, de ses trois enfants (dont l'auteur la plus jeune), de leur grand-mère, et d'un mari-père-gendre absent/présent, en partance perpétuelle depuis l'abandon du Caire.



Cet homme qui ne voulait pas venir s'établir en Israël reste habité par l'Égypte, les frémissements de la gauche égyptienne, voire du mouvement communiste, sorte de commis voyageur de la Révolution, comme une grande partie des fils et des filles des juifs d'Égypte nés dans la première moitié du XX^e siècle. Ceux-là ne comprenaient d'ailleurs pas cette foi aveugle dans le sionisme, non pour des raisons idéologiques mais pratiques. Cette Jérusalem rêvée parce qu'inaccessible, c'était pour eux le train de 9h48 à la gare centrale du Caire. Ce géniteur, homme mystérieux et quelque peu paranoïaque, est préoccupé par le sort des sépharades, citoyens de seconde zone en Israël, même si ceux qui venaient d'Égypte passaient souvent pour aristocrates auprès des communautés venues du Maghreb.

La nostalgie ne hante pourtant pas le récit de Ronit Matalon. La vie plus facile, les rumeurs chaotiques de la ville, les parfums des jasmins ou des roses échappés du pays voisin, et pourtant si lointain, ne sont pas causes de lamentations ou de larmes mais de saveurs, rêveries heureuses ou de sourires, de mots, d'expressions en arabe sans équivalent dans aucune autre langue.

Les roses, plantées, arrachées, replantées dans le minuscule jardin par "la mère", personnage pivot du livre, signent un enracinement/déracinement toujours renouvelé, un désir d'être et de ne pas y être.

Le bruit de nos pas, c'est aussi celui qu'entend toujours l'auteure longtemps après la disparition de ceux qui composaient le phalanstère quelque peu hystérique d'une famille ballottée par l'histoire et au sein de laquelle beaucoup d'amour et de tendresse circulaient.

Ronit Matalon, alors que ses aînés sont nés au Caire, a vu le jour en Israël. Les traces d'Égypte, apportées par les pas ou

les mots, se sont tout de même ancrées dans sa vie, son écriture, ses engagements, son parcours professionnel, ce désir si cher aux juifs d'Égypte, tels Henri Curiel et ses amis, de jouer les passerelles entre Orient et Occident.

Elle fut pendant plusieurs années la correspondante du quotidien *Haaretz* en Cisjordanie et à Gaza, juste avant que Yitzhak Rabin et Yasser Arafat ne se serrent la main et scellent les accord d'Oslo en septembre 1993. « *L'un des effets de l'écriture de Matalon est de tordre le lien d'airain entre les deux douleurs israéliennes : celle que l'on inflige et celle dont on souffre* » écrivait Richard Eder, critique au *New York Times*.

* Ronit Matalon, *Le bruit de nos pas*, traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech, Éd Stock, Paris, 466 p., 22,90 €



RENOIR

de **Gilles Bourdos**

avec Michel Bouquet, Vincent Rottiers, Christa Thérét, Romane Bohringer

Ce film évoque les dernières années d'Auguste Renoir, souffrant de rhumatismes articulaires très invalidants, et le retour du front, pour convalescence, de son fils Jean blessé, en 1915, à la jambe, dans la maison familiale des Collettes à Cagnes-Sur-Mer. Le titre du film **RENOIR** évoque le seul nom de famille des Renoir sans autre précision. Nous en verrons trois. Michel Bouquet, remarquable – mais faut-il le préciser, s'agissant d'un de nos plus grands acteurs ? – y incarne Pierre-Auguste le peintre, Vincent Rottiers avec sensibilité joue le rôle de Jean, le futur grand cinéaste, le jeune Thomas Doret celui de Coco qui deviendra céramiste. Tous ceux qui connaissent le beau livre que Jean Renoir a consacré à son père retrouveront ici des personnages familiers. Ainsi, celui de Gabrielle (Romane Bohringer), entrée dans la famille comme nourrice de Jean et qui y fait une apparition. Andrée Heuschling (Christa Thérét), « rousse et bien en chair » selon les mots de Jean, fut le dernier modèle du peintre. Elle deviendra la première femme de Jean et le poussera à devenir cinéaste. Le film représente aussi ce que Jean disait des Collettes dans ses souvenirs, une maison toujours remplie de présences féminines, des domestiques aux modèles du peintre.

Le film de Bourdos, classique dans la forme, choisit une belle lumière pour restituer ce monde des Renoir et se laisse voir avec plaisir, et même émotion. ■



RENGAINE

de **Rachid Djaidani**

avec Slimane Dazi,
Sabrina Hamida, Stéphane Soo Mongo,
Hocine Ben

Ce conte urbain d'une histoire d'amour à la Roméo et Juliette au dénouement heureux nous donne des raisons d'espérer dans une génération qui saura trouver la voie pour dépasser les dogmes imposés par le communautarisme et résoudre bien des contradictions. Sabrina, née dans une famille maghrébine musulmane, a quarante frères ! Elle aime Dorcy, jeune noir né dans une famille chrétienne. Ils veulent se marier. Le grand frère de Sabrina, Slimane entend s'opposer à cette union de toutes ses forces et par tous les moyens. Il démarche auprès de ses frères pour trouver des alliés dans ce but. Le film décrit surtout le parcours de Slimane et l'évolution de son personnage plutôt que la relation Dorcy Sabrina.

Le tournage a duré neuf ans, preuve d'une belle ténacité de Rachid Djaidani dans son désir de réaliser. Le travail de montage, la manière de filmer en très gros plans, l'improvisation et la vérité du jeu des acteurs donnent une grande impression de prise sur le vif mais créent de l'intensité. Le film témoigne aussi d'une culture née dans une génération d'enfants d'immigrés qui secoue nos traditions de langage et d'écriture par son inventivité, sa forte énergie, témoins d'une capacité de création neuve. **RENGAINE** est un film singulier et d'un style déjà très personnel. ■

Cycle "Mémoire de Cinéma"* animé et présenté par Laura Laufer, un mardi par mois - **Une place achetée - une place offerte Venez à deux !** - Séance suivie de débat, le **11 décembre à 20h.30**

LES FEMMES DE LA NUIT de **Kenji Mizoguchi**

Information au 01 40 83 19 73 www.cac-le-rex.fr

* Cinéma municipal **LE REX**, 364 avenue de la Division-Leclerc, 92290 Châtenay-Malabry

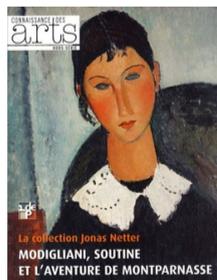


Modigliani - Soutine

par **JEAN-PIERRE JOUFFROY**

Ils ont été amis. Ils étaient tous les deux des « montparnos ». Ils étaient tous les deux juifs. Leur peinture n'a pourtant rien à voir, bien que Soutine ait présenté son copain à son marchand Zborovski. Cela s'explique-t-il ? Peut-être pas : il n'y a pas de comparaison possible.

Amedeo Modigliani est né à Livourne le 12 juillet 1884. Maurice de Vlaminck disait de lui « *C'est un aristocrate* ». Modigliani revendiquait haut et fort sa culture italienne et récitait de sa puissante voix grave les vers de la *Divine comédie* de Dante dans les rues de Montparnasse. Mais aussi, quand il se présentait, clamait-il : « *Modigliani, jew* ». Il était fier d'être juif. D'une lignée juive. Sa peinture est d'un extrême classicisme moderne. Picasso qui fut aussi « montparno » aimait cela au point de lui acheter deux toiles. Modigliani est un homme des villes. Il meurt de la tuberculose à la fin du mois de janvier 1924. Soutine porte son deuil.



Chaïm Soutine empâte volontiers ses tableaux contrairement à Modigliani qui lisse volontiers la matière et lui applique une feuille de papier journal en fin de travail pour l'empêcher de briller. Soutine est né dans un *shtetl** lituanien de quatre cents habitants qu'il quitte aussitôt qu'il le peut pour la ville, après une dure expérience du respect villageois pour l'interdit de la représentation donné par la loi hébraïque : il est roué de coups par le fils du boucher dont il



fait le portrait. La boucherie l'occupera plus tard avec ce bœuf écorché qu'il peindra si longtemps que les voisins se plaindront de l'odeur.

Modigliani est voluptueux, Soutine est expressionniste jusque dans ses paysages. Il est violent mais ne tire pas sur la corde chromatique comme Vlaminck. Pourchassé pendant la dernière guerre comme juif, réfugié en province, il meurt d'une perforation de l'ulcère de l'estomac dans une clinique parisienne le surlendemain de son opération, le 9 août 1943. Il avait juste cinquante ans.

Deux vies brèves. Mais frères en peinture, l'un séfaraï, l'autre ashkénaze, tous deux survivent glorieux, ensemble dans l'histoire de la peinture en France. ■

* *Shtetl* [yiddish] : petite bourgade juive d'Europe centrale.

NDLR : Si vous n'avez pu voir l'exposition "Modigliani, Soutine et l'Aventure de Montparnasse" de la Pinacothèque de Paris, vous pouvez encore, jusqu'au 21 janvier 2013, découvrir au **musée de l'Orangerie** les vingt-deux tableaux rassemblés par l'exposition **Chaïm Soutine (1893-1943) l'ordre du chaos**.
Information : 01 44 77 80 07 ou information@musee-orangerie.fr

En cette période de vœux, vous pouvez manifester votre solidarité à **Mumia Abu-Jamal** en commandant au MRAP* les timbres à 0.60 € émis par La Poste à son effigie (15 € les 10, 25 € les 20, 35 € les 30, le surcôt est reversé à la défense de Mumia) ou en offrant le CD "*Paroles et musique de Mumia*" (5 € ou 7 € port inclus). ■

* Écrire à "**Solidarité Mumia, MRAP**" au 43 Bd Magenta 75010 Paris. Vous pouvez aussi adhérer au *Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal* et vous tenir au courant de ses activités en consultant son site : <http://mumiabujamal.com>

Le coffret "Tout Varda"

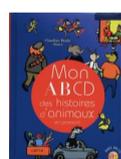
22 DVD, 36 films, longs et courts, 120 €



Offrir Varda, c'est offrir le bonheur, titre d'ailleurs d'un de ses très beaux films. Artiste aux facettes multiples, Agnès Varda surprend toujours par une écriture où l'association des idées et des images crée à merveille une poésie très personnelle souvent ludique, parfois grave, toujours intelligente. Les films d'Agnès Varda ressemblent à des voyages où nous embarquons, complices, et dont nous sortons plus riches. Un cinéma qui nous aide à ouvrir les yeux sur le monde, un cinéma beau, sensible, drôle et émouvant. Indispensable à tous ceux qui aiment le cinéma. ■ **LL**

Mon ABC des histoires d'animaux de **Claudine Pardo Sister**

Livre-CD, Éd. Gründ, 110 p., 12,95 €



Est-ce d'avoir contribué à la rédaction de la PNH au temps de ses études ? L'auteur (des textes et des illustrations) nous transmet ici une fraîcheur, un sens de l'amitié, de la solidarité et du bien vivre ensemble qui se déclinent de **A** comme Abeille à **Z** comme Zèbre, en autant de petites fables racontées, *en passant*, par des animaux d'ici et d'ailleurs qui se croisent au Grand Café... A lire et écouter, avec enfants et petits-enfants, pour apprendre comment toujours garder humour et confiance. ■

Le petit clown à l'étoile de **Jacques Kamb**

Éd. Jeunesse l'Harmattan, 124 p., 12,50 €



Le narrateur, personnage principal, est un jouet, petit clown articulé offert à Micha, un petit garçon juif de six ans. Cela se passe pendant les années noires de l'Occupation. Le clown, à qui l'on a donné le nom d'*Azoye*, est en réalité un jouet qui a la faculté de voir et d'entendre tout ce qui se passe autour de lui. Tout au long du récit, il devient l'émouvant témoin de la vie de tous les jours, au sein d'une famille en butte aux persécutions organisées contre les juifs. ■

Suite en page 8

ROUMANIE

LA DIFFICILE RECONNAISSANCE PAR LES AUTORITÉS ROUMAINES DU JUDÉOCIDE DES ANNÉES 1941-1944

par FRANÇOIS MATHIEU

En juin 2011, le président de la République roumaine, Traian Basescu – sujet de deux tentatives avortées de destitution, l'une en 2007, la seconde cette année – avait à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'invasion de l'Union soviétique par les armées hitlériennes déclaré dans un entretien télévisé que si alors, il avait été chef de l'État roumain, il aurait engagé l'armée roumaine aux côtés de la Wehrmacht contre l'Union soviétique, puisque voyant dans l'Allemagne nazie un « allié ». Le ministère russe des affaires étrangères [russe] avait alors appelé « l'Europe civilisée » à réagir. Celle-ci, que l'on sache, avait baissé pudiquement les yeux.

En juillet 2003 déjà, son prédécesseur, Ion Iliescu, avait, lors d'une visite en Israël, considéré le génocide roumain, le meurtre de 300 000 Juifs et Tsiganes, comme une bagatelle au regard, dans la même période historique, de la persécution des communistes, dont son propre père avait été victime, et, prenant prétexte de la situation économique de la Roumanie, refusé l'indemnisation des victimes juives de la dictature fasciste d'Antonescu entre 1941 et 1944, déposées de leurs propriétés notamment immobilières.

Ce faisant, il confirmait ce qu'il avait perpétré en 1995, lors de son premier mandat présidentiel : la saisie des biens des Juifs par le régime fasciste roumain, ultérieurement nationalisés par le régime communiste. Dans la même période, le ministre de l'information, Vasile Dancu, avait déclaré qu'à l'intérieur des frontières roumaines, il n'y avait pas eu d'« holocauste », tout juste quelques actions isolées des responsables politiques de l'époque. Les déclarations d'Iliescu au quotidien israélien « Haaretz » avaient alors provoqué un geste de mauvaise humeur du gouvernement israélien et une vague de protestation internationale, qui avaient entraîné la mise en place par le mémorial *Yad Vashem* de Jérusalem d'une commission d'historiens présidée par Élie Wiesel, chargée d'enquêter sur le judéocide roumain.

Jusqu'à peu, le Parlement, le gouvernement, les médias et la majorité des historiens roumains ont défendu à qui mieux mieux la thèse de la non-participation d'une Roumanie, pourtant alliée de l'Allemagne nazie, au génocide des Juifs et des Tsiganes, illustrant à l'envi le mythe d'une innocence nationale.

Pour les uns comme pour les autres, le maréchal dictateur Ion Antonescu avait, en dépit des pressions allemandes, sauvé les Juifs, notamment en les déportant en Transnistrie*, au lieu de les livrer aux Allemands qui les auraient envoyés dans les camps d'extermination. Autres fables : le régime Antonescu aurait contribué à ce que les institutions juives, notamment dans les camps, continuent à fonctionner, et ledit régime aurait favorisé l'émigration des Juifs vers la Palestine, le futur

État d'Israël ; enfin, l'Allemagne et la Hongrie auraient été seules responsables du judéocide européen.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas des résultats d'un sondage effectué en octobre 2007 pour le compte de l'*Institut d'Études de l'Holocauste* :

Si 65% des personnes interrogées avaient répondu avoir connaissance d'un génocide perpétré dans cette région européenne, 27% déclaraient n'en avoir jamais entendu parler, et seul un tiers des personnes interrogées disaient savoir que le régime Antonescu s'était rendu coupable de crimes contre les Juifs.

Or, la réalité n'a surtout pas été celle ainsi popularisée et déformée. Avec le meurtre de plus de 280 000 Juifs et 11 000 Tsiganes, la Roumanie vient en deuxième position – certes loin derrière l'Allemagne – dans la hiérarchie de l'horreur.

Dès 1940, le régime Antonescu adopte une législation inspirée des « lois de Nuremberg » de 1935, notamment celles « sur la citoyenneté du Reich » et « sur la protection du sang allemand et de l'honneur allemand », les premières stipulant qu'« un citoyen du Reich est uniquement une personne de sang allemand ou apparenté et qui, à travers son comportement, montre qu'elle est à la fois désireuse et capable de servir loyalement le peuple allemand et le Reich », les secondes, imposant une série d'interdictions visant exclusivement les Juifs dont elles restreignent la vie quotidienne.

Les lois antisémites roumaines d'août 1940 sont le point de départ de mesures discriminatoires prises à travers la Grande Roumanie, État artificiel créé à l'issue du démantèlement de l'empire austro-hongrois en 1919. Se succèdent concomitamment les discriminations publiques, les expropriations et interdictions professionnels, les pogromes, puis les déportations.

L'antisémitisme discriminatoire entretenu depuis 1919, sous le couvert d'une « roumanisation » forcée, prend en 1941, après que la Roumanie, opportunément alliée à l'Allemagne nazie, s'est retournée contre l'Union soviétique, la forme d'un antisémitisme de type nouveau, celui de l'« élimination de masse », avant même que les nazis aient décrété la « solution finale » lors de la conférence de Berlin-Wannsee du 20 janvier 1942.

Des soldats, des policiers, des paramilitaires et des civils roumains, souvent secondés (et/ou commandés) par des unités de la Wehrmacht, se livrent dès le 22 juin 1941 à une « orgie meurtrière » dans les villages, bourgs et villes traversés. Durant l'été et l'automne, les pogromes se succèdent, en application du programme pervers de « nettoyage ethnique du territoire roumain » combiné par Ion Antonescu, dont, le 27 juin, celui de Iași, où plus de 13 000 Juifs sont assassinés et cent vingt-sept synagogues détruites sur les cent vingt-huit de la ville. Les 23 et 24 octobre, les troupes roumaines et al-

lemandes fusillent, pendent et brûlent vifs plus de 25 000 Juifs d'Odessa. Le même mois, les autorités roumaines instaurent un ghetto à Czernowitz, ancienne capitale culturelle et économique de la Bucovine austro-hongroise, en vue de la déportation des Juifs en Transnistrie. Elles déportent 57 000 Juifs en quelques mois. La majorité d'entre eux meurt de faim, de froid et du typhus dans des camps improvisés, souvent des villages ukrainiens vidés de leurs habitants d'origine.

Les recommandations de la « Commission Élie Wiesel » ont produit quelques effets : sur décision du Parlement, une Journée du souvenir a été instaurée le 9 octobre, qui rappelle la déportation en 1941 des Juifs roumains dans les ghettos et les camps ; depuis 2006, l'histoire du judéocide roumain est entrée dans les programmes de la dixième classe des lycées ; en 2009, un monument national rappelle devant l'ancien Ministère de l'Intérieur de Bucarest les victimes roumaines de ce génocide. Dans ce lieu, les persécutions et l'assassinat des Juifs et des Tsiganes avaient été décrétés et organisés.

Mais ces gestes de reconnaissance d'un lourd passé ne sont pas suffisants. Soixante-dix ans après les faits, la Roumanie n'a toujours pas de Centre de documentation et d'étude des crimes fascistes. De même ses dirigeants politiques ne s'empressent pas de faire avancer les dossiers d'indemnisation des expropriations des biens Juifs.

En août 1999, la loi d'indemnisation des victimes expropriées de l'ère communiste de 1990, a été étendue aux victimes du fascisme. En 2002, une nouvelle loi a autorisé la *Confédération des Juifs de Roumanie* à demander la restitution de mille huit cent neuf biens immobiliers Juifs nationalisés sous l'ère de Ceausescu, sans considération des mille quarante deux confisqués sous la dictature Ionescu. Une cinquantaine d'entre eux seulement ont été jusqu'à ce jour restitués. Reste que ces chiffres ne préjugent en rien du nombre et de la valeur des propriétés confisquées entre 1941 et 1944, que même une requête déposée en 2008 auprès de la *Cour de Justice Européenne des Droits de l'Homme* de Strasbourg n'a pu quantifier. Une descendante d'une famille juive spoliée a pu ainsi déclarer : « Face à la corruption et à la pratique arbitraire de l'appareil judiciaire roumain, le plaignant individuel n'a aucune chance. Je connais beaucoup de gens concernés qui ont déjà renoncé. Il est temps que cela soit un thème de travail du parlement européen. » ■

* La Transnistrie est la région ukrainienne comprise entre le Boug et le Dniestr, deux fleuves qui se jettent dans la mer Noire.



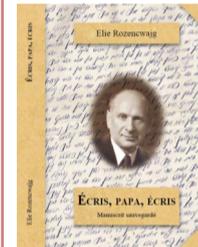
Suite de la page 7

En cette période de cadeaux, pourquoi ne pas offrir autour de vous nos parutions que nous ferons parvenir au plus tôt, dès réception de votre règlement, à vous ou à la personne destinataire, sous emballage cadeau... Nous sommes aussi à votre disposition au 14 rue de Paradis le jeudi après-midi.

UJRE LA PRESSE NOUVELLE Les Editions de la Presse Nouvelle *et toujours... la librairie*

Envoyez vos commandes aux *Éd. de la Presse Nouvelle*, 14, rue de Paradis, 75010 Paris. Chèque à l'ordre de l'UJRE. NB: Les commandes de librairie sont servies aux conditions habituelles, nous contacter. ■

Élie Rozencwajg, ÉCRIS, PAPA, ÉCRIS
[Shrayb, tatechi, shrayb]
préf. Itzhok Niborski,
traduit du yiddish par Batia Baum,
228 pages
dont un album photos de 20 pages,
25€ + 4€ de port



Une description des fêtes juives quasi ethnologique, un regard malicieux d'adulte, caché à Bruxelles pendant l'Occupation, sur son enfance au *shtetl* à la fin du XIX^e siècle ! Élie n'aura décidément pas satisfait au désir de son père : fonder « une lignée de rabbins »... Si l'éducation religieuse qu'il a reçue se perpétue... elle ne passe plus par lui. Dans la veine d'un récit de Sholem Aleikhem, il nous donne à comprendre pourquoi il a transmis à ses enfants... une éducation libre et laïque. ■

Efraïm Wuzek, Larissa Wuzek-Gruszow

La compagnie Botwin - Combattants juifs dans la guerre d'Espagne
Éd. Syllepse, Paris,
2012,
250 p., 22 €



1937. Les Brigades internationales. La compagnie juive Botwin, du nom d'un jeune militant communiste polonais condamné à mort quelques années plus tôt, adopte sur son drapeau la devise en yiddish, en polonais et en espagnol la devise « Pour votre liberté et la nôtre ». Efraïm Wuzek fut l'un d'entre eux. Édité en yiddish à Varsovie, voici près de 50 ans, le récit de ces événements qu'il nous donne à lire constitue un exceptionnel témoignage de première main, dont la traduction française est proposée pour la première fois, par la fille de l'auteur, Larissa Wuzek-Gruszow, qui retrace l'itinéraire politique de son père à partir des nombreux carnets qu'il a laissés. ■